

*Entretien de Jean LASSALLE, candidat à l'élection présidentielle, par Pierre CHASSERAY sur Sud Radio, samedi 08 avril 2017.*

**En ce moment, c'est la guerre contre les automobilistes. Que ce soit sur la répression, les taxes sur les carburants,... Ça n'en finit plus. En 2009, en Angleterre, David CAMERON a prononcé cette phrase lors de sa campagne pour les législatives : « la fin de la guerre contre les automobilistes ». Si vous êtes élu, déclarerez-vous, vous aussi, la fin de la guerre aux automobilistes ?**

Je ne vais pas déclarer la fin de la guerre, je vais la signifier immédiatement, parce que c'est insupportable ! Et pas seulement depuis aujourd'hui, ça fait longtemps. Donc je souscris totalement à l'initiative qui est prise. Je trouve qu'elle est salutaire. Une campagne électorale doit aussi servir à évoquer – accessoirement – les sujets qui interpellent tous nos compatriotes au quotidien, et qui parfois sont pour eux une question de vie ou de mort, d'emploi, de remboursement de la maison... Je suis le seul député à avoir perdu son permis de conduire.

**Vous êtes un vrai automobiliste ; vous avez vécu la route et vous connaissez la route.**

Oui, et je sais ce que c'est de passer 40 mois sans permis de conduire.

**Combien faites-vous de kilomètres par an ?**

J'en suis venu pratiquement à 80 ou 100 000 kilomètres. Je fais tous mes déplacements en voiture.

**Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, le chef d'entreprise a l'obligation de dénoncer automatiquement son salarié qui conduisait le véhicule de la société. Qu'est-ce que vous en pensez ?**

C'est dégeulasse ! C'est dégeulasse à tous les points de vue. Ça montre bien la faiblesse que nous constituons, nous les décideurs – les soi-disant décideurs – en fait, nous ne décidons de rien, parce que je ne crois quand même pas le député abruti au point d'aller prendre une décision pareille. Cette espèce de technocratie qui s'est instiguée parmi nous parce que la nature a horreur du vide et que quand nous ne tenons plus le pouvoir, d'autres le prennent. Alors je trouve que c'est dégeulasse.

**Que dit-on à ces chefs d'entreprise qui sont obligés de dénoncer et à ces salariés qui vont perdre leur permis de conduire, qui vont se retrouver au chômage, tout ça parce qu'il y a une loi qui a été prise dans ce sens-là ?**

Je leur dirais d'abord « Votez Jean LASSALLE ! ». Parce que tous les autres vont vous baiser une fois de plus ! C'est la vérité, ça ne changera strictement rien. Et deuxièmement, je pense que cette campagne doit s'avérer tellement mauvaise qu'on ne pourra pas en faire une autre de pire. C'est pourquoi il faut dire de temps en temps « NON » !

**Vous l'avez sans doute vu, les taxes sur le prix de l'essence ont été multipliées par 5 par rapport à l'inflation l'année dernière, par 17 pour le diesel. Trouvez-vous cela juste ? Que ferez-vous si vous êtes élu, concernant les taxes sur le carburant ?**

D'abord, je dois dire que la France doit retrouver l'espace politique et financier qu'elle n'a plus. Nous sommes fauchés, n'avons pas un euro devant nous et que faisons-nous ? Nous rackettons les plus modestes à longueur de temps. C'est purement inacceptable. Je ne sais pas si les Français iront voter ; je ne sais même pas s'ils auront la force d'aller voter, mais on

ne peut pas faire pire. Donc il faut d'abord retrouver, au niveau de ce grand pays qui est le nôtre, les moyens financiers pour arrêter ces politiques qui ne sont pas dignes de la France.

### **Donc on baisse les taxes ? On baisse la TICPE ?**

Bien sûr qu'on baisse les taxes ! Parce que c'est ceux qui l'utilisent le plus, qui en ont le plus besoin pour vivre, pour faire tourner leur famille, qui payent. Ce n'est pas celui qui a un chauffeur, il ne sait même pas combien ça coûte et il ne descend même pas de voiture. Enfin on le descend en chaise à porteur, donc là il ne risque rien.

**7 000 voitures électriques vendues depuis le début de l'année. Ça fera peut-être 20 à 25 000 voitures électriques vendues et 10 000 euros de bonus. Pendant ce temps-là, 2 millions de véhicules neufs vendus chaque année pour lesquels il n'y a plus de bonus. Que fait-on ? Continue-t-on à fond sur l'électrique ou redistribue-t-on un peu l'aide ?**

L'électrique, c'est quand même une bonne nouvelle, il faut dire les choses telles qu'elles sont. Mais ces taxes sur les véhicules... Tout le monde ne peut pas se payer une voiture électrique. Chez nous il y a des cols par exemple, les voitures électriques, il faut les pousser ! Donc il faut pouvoir s'offrir une voiture avec les moyens dont on dispose aujourd'hui, c'est-à-dire pas grand-chose.

**On a 65 % aujourd'hui du parc automobile qui est diesel et 65 % des automobilistes roulent au diesel. Que fait-on pour tous les automobilistes qui roulent au diesel ?**

Ils roulent au diesel parce que le diesel existe ! Et parce que le diesel coûtait moins cher que l'essence. Ça a un couplage qui permet une puissance à tous égards beaucoup plus forte. Ce n'est pas par bonheur, par une soif délirante de diesel. C'est tout simplement parce que c'est ce qui correspond le mieux à leur situation financière. Moi j'ai toujours roulé au diesel.

**Donc on arrête de les diaboliser avec des restrictions de circulation ?**

On ferait bien mieux de retaper les routes de France. Vous savez, je fais le tour de France actuellement, je suis ahuri de voir dans quel état elles sont actuellement.

**Quand on parle sécurité routière en France, on parle « radars ». Que pensez-vous de la future privatisation des radars embarqués, celle que va conduire peut-être à 2 milliards d'euros de rente générée pour l'État. Est-ce que vous reviendrez sur cette privatisation ?**

Il ne manquait décidément plus que ça ! S'il fallait arriver au summum de la bêtise, là je crois que nous n'en sommes pas loin. Mais aussi de l'irresponsabilité. Parce que de la même manière que nous n'aurions jamais dû privatiser les autoroutes – enfin laisser la bride au cou des sociétés autoroutières qui se font un fric fou, alors que nos routes sont dans un état déplorable. Les autoroutes, ça va encore, mais ça ne durera pas – et bien je crois qu'à partir de là, c'est une politique à revoir entièrement de A jusqu'à Z, puisque nous n'avons pas pris en compte le fait que certains d'entre nous ont besoin de leur voiture tous les jours. C'est une question de vie ou de mort. Donc non. C'est à l'État, c'est du régalien. D'ailleurs, c'est le Code de la route, c'est le permis de conduire de la République française ! Il n'y a pas marqué derrière Vinci ou je ne sais quoi.

**Que comptez-vous faire sur le barème du permis à points ? Peut-on imaginer de ne plus supprimer de point pour les petits excès de vitesse ?**

D'abord, si vous le permettez, parce que c'est là que naît l'ambiguïté, c'est-à-dire qu'on est capable des dispositions les plus inadaptées sur une ambiguïté. Je ne suis pas contre la prévention routière et je suis heureux que les morts aient baissé sur les routes. Mais ce n'est

pas dû au fait que l'on retire un point parce qu'on fait un kilomètre/heure de plus. Ça n'a rien à voir, c'est un état d'esprit. Ce système de points ne va absolument pas et encore une fois, il frappe les plus fragiles et les plus sensibles d'entre nous.

**Saviez-vous qu'en Angleterre, il y avait une marge de tolérance sur les radars, qu'il n'y a pas en France ? Une marge de tolérance qui conduit l'Angleterre à ne supprimer ni le point, ni l'argent pour des excès de vitesse entre 0 et 15 km/h.**

Je ne le savais pas, mais je trouve que pour une fois que les Anglais ont une bonne idée, il faut leur prendre !

Moi j'ai perdu mon permis de conduire, il a été annulé, pour 36 mois, et le temps que je le repasse, ça a fait 40 mois. Mais j'avais perdu des petits points. Dans ma jeunesse – il faut dire les choses – j'ai roulé... Pour aller à Bordeaux, j'ai fait 172 km/h à l'aller et 176 km/h au retour. C'était il y a 25 ans. Il n'y avait pas toute cette réglementation. J'avais une voiture qui me permettait de le faire – bon, je n'aurai pas dû le faire, c'est vrai – mais après, j'ai perdu point après point et je ne m'en suis pas rendu compte. Un jour, les gendarmes sont arrivés à 22h30 le soir et sont venus retirer mon permis. Je leur ai donné, ça m'a fait mal au cœur parce que j'étais le premier dans ma famille à l'avoir eu. Aucun ne l'avait eu avant moi : Papa ne l'avait pas, Maman non plus et mon frère l'a eu après, parce qu'il était plus jeune. Donc j'ai découvert aussi à cette époque-là la haine que nous portent ceux qui sont dans le même cas que moi. Il y en a 2,5 millions. Pour un point ! Même pas la capacité de dire « un point, qu'est-ce que ça peut changer ? ».

**Quand vous êtes repassé à l'auto-école, vous aviez un regard des autres qui était un peu malveillant ?**

C'était surtout – disons les choses comme elles sont – de la haine. Ils ont cru que j'allais faire un tour pour voir comment ça se passait. Aujourd'hui c'est tendance qu'un député aille voir une prison, c'est bien, j'en ai visité beaucoup.

Mais en 1992, je n'étais pas encore député, parce que je pense que j'aurais gueulé beaucoup.

C'est un problème très grave. Vous savez, quand j'en ai parlé, d'une manière qu'on a jugée humoristique lors de la loi Macron – je ne voulais pas d'ailleurs le faire comme ça – tout le monde m'a dit « surtout, n'évoque pas ce sujet » : le président de la Commission, le Ministre lui-même m'a téléphoné et m'a dit « si jamais tu en parles, on va faire croire qu'on est contre la prévention routière ». J'ai dit « tu peux toujours courir ». On a été jusqu'à changer l'ordre du jour en regardant où j'étais, pour que je ne sois pas là. Manque de chance, j'ai un rendez-vous qui a été annulé et je suis arrivé. Je ne savais même pas de quoi on parlait. Et un député m'a dit « On attaque le permis de conduire ». Donc comme j'avais 2 minutes, je lève la main et je parle, et je raconte ça : c'est-à-dire ces hommes, ces femmes, qui sont obligés de conduire sans assurance, sans permis. Ils risquent tout pour eux et ils risquent aussi ceux qui sont en face, qui peuvent tout perdre, tout ça par des lois absurdes.